

RAPPORT SPÉCIAL

MISSION FAO/PAM D'ÉVALUATION DES RÉCOLTES ET DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE AU SUD-SOUDAN

12 janvier 2011

Faits saillants

- Compte tenu des pluies généralement favorables et de l'incidence relativement faible des ravageurs et des maladies, la production céréalière de 2010 dans le secteur traditionnel est estimée à 695 000 tonnes, chiffre dépassant de 28,5 pour cent environ les estimations révisées après récolte de l'année 2009, où les cultures avaient gravement souffert de la sécheresse.
- Des vagues de sécheresse localisées en mai et en juin dernier, ainsi que des inondations en août et en septembre ont réduit les rendements dans certaines zones.
- Les animaux sont dans une condition physique satisfaisante grâce aux disponibilités accrues en pâturages et en eau; dans le secteur de la pêche, on prévoit des captures supérieures à la moyenne cette année.
- Les prix céréaliers ont généralement fléchi au troisième trimestre de 2010, alors que ceux du bétail ont tendu vers la hausse, ce qui signifie que les termes de l'échange sont maintenant plus favorables pour les pasteurs.
- Les prix des aliments de base ont amorcé une légère hausse dans certaines zones, à la suite des incertitudes liées au référendum sur l'autodétermination du Sud-Soudan; le retour attendu des réfugiés devrait aussi accroître la pression sur les marchés alimentaires locaux.
- La population projetée étant de 9,16 millions d'habitants pour 2011, le déficit céréalier total est estimé à 291 000 tonnes jusqu'à la prochaine récolte qui aura lieu vers la fin de l'année 2011.
- Le déficit céréalier estimé pourrait passer à environ 339 000 tonnes, sachant que 400 000 personnes devraient revenir au Sud-Soudan pour participer au référendum.
- La situation globale de la sécurité alimentaire s'est nettement améliorée en 2010 par rapport à l'année précédente. Toutefois les perspectives de sécurité alimentaire dépendent dans une large mesure de ce qui se passera à l'occasion du référendum et durant la période qui suivra. Les gains récents pourraient facilement être inversés, en particulier dans les États limitrophes du Nord-Soudan, en cas de hausse des prix alimentaires et d'escalade des conflits localisés.
- Actuellement, on estime que 890 000 personnes sont en situation d'insécurité alimentaire grave et que 2,4 millions d'autres personnes sont en situation d'insécurité alimentaire modérée.
- Dans la meilleure des hypothèses (scénario optimiste), les besoins d'aide alimentaire sont estimés à 86 000 tonnes de vivres (dont 66 000 tonnes de céréales) pour venir en aide à un effectif mensuel moyen de 816 000 bénéficiaires. En cas de crise, ces besoins pourraient passer à 132 000 tonnes (dont 102 000 tonnes de céréales) et l'effectif mensuel moyen à 1,14 million de bénéficiaires. Une assistance sera fournie aux ménages ruraux en situation d'insécurité alimentaire grave, aux enfants vulnérables, aux personnes déplacées à l'intérieur du pays, aux réfugiés et aux rapatriés.
- L'effectif des bénéficiaires devrait augmenter progressivement durant l'année pour atteindre 1,4 million de personnes dans le scénario optimiste, ou 2,7 millions de personnes durant le pic de malnutrition et au début de la saison de soudure.



ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE,
ROME



PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL, ROME

VUE D'ENSEMBLE

Une Mission conjointe FAO/PAM d'évaluation des récoltes et de la sécurité alimentaire s'est rendue dans le Sud-Soudan du 18 octobre au 12 novembre 2010 pour estimer la production céréalière et évaluer la situation globale de la sécurité alimentaire. La Mission était composée de représentants du Gouvernement du Sud-Soudan, du ministère de l'Agriculture et de la Foresterie, de la Commission pour le secours et la reconstruction du Sud-Soudan (SSRRC), du Centre sud soudanais pour le recensement, la statistique et l'évaluation (SSCCSE) de FEWSNET, du Centre commun de recherche de l'Union européenne (EC/JRC), de la FAO et du PAM. La Mission a tenu des consultations avec des fonctionnaires de divers organes, notamment du ministère de l'Agriculture et de la Foresterie, du ministère des Ressources Animales et des Pêches, de la SSRRC, du SSCCSE ainsi que des institutions des Nations Unies et d'autres organisations internationales. Des informations sur la situation locale ont été obtenues auprès des autorités compétentes au niveau des États ou à l'échelon local, telles que la SSRRC, les ministères de l'agriculture des États et des ONG. La Mission a également tiré parti des résultats d'une évaluation rapide des cultures en milieu de campagne effectuée par des représentants du Gouvernement du Sud-Soudan, du ministère de l'Agriculture et de la Foresterie, de la SSRRC, du SSCCSE, de la FAO et du PAM, des évaluations 2009/2010 des moyens d'existence et des besoins annuels, de l'enquête nationale de 2009 sur les budgets des ménages et de l'analyse de la situation nutritionnelle au Sud-Soudan.

La Mission, composée de cinq équipes, s'est rendue dans les dix États du Sud-Soudan (voir l'Annexe I) où elle a visité 35 comtés. Les informations fournies par les ministères de l'Agriculture et de la Foresterie des États, les agriculteurs, les éleveurs, les pêcheurs, les négociants, les ONG et les institutions internationales ont été validées par des observations faites sur le terrain dans les communautés rurales et les exploitations individuelles. Les données concernant les précipitations estimées et l'indice différentiel normalisé de végétation fournies par le Centre commun de recherches de l'UE pour 2010 ont été rapprochées des données pluviométriques locales et des descriptions faites par les agriculteurs et d'autres personnes interrogées. La Mission a effectué des observations directes du marché dans les principaux centres et elle a également eu accès à la base de données du PAM sur les prix du marché. Elle a bénéficié d'un appui (tant technique que logistique) des plus précieux de la part du Programme des capacités institutionnelles du Soudan: information pour l'action sur la sécurité alimentaire (SIFSIA), de l'Unité FAO de coordination des opérations d'urgence et de relèvement à Juba, et de l'Unité d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité du PAM.

Conformément à la pratique des années antérieures, la Mission a estimé la production céréalière sur la base des trois variables suivantes: 1) estimations du nombre de ménages agricoles dans chaque comté ; 2) estimations normalisées de la superficie moyenne (en hectares) que les ménages agricoles consacrent aux céréales dans chaque comté, ajustées en fonction des observations de la Mission lors des visites sur le terrain ; 3) estimations des rendements céréaliers moyens dans chaque comté. Le produit de ces trois facteurs permet d'établir la production céréalière pour chaque comté. Les chiffres correspondant aux différents comtés sont ensuite additionnés pour obtenir la production céréalière de chacun des dix États et de l'ensemble du Sud-Soudan.

Malgré une certaine amélioration des données disponibles, en particulier grâce au projet SISFIA de la FAO, une partie des données utilisées restent insuffisantes ; les chiffres de production finale ne doivent donc pas être considérés comme nécessairement exacts mais comme les meilleures estimations disponibles compte tenu des circonstances. La Mission souligne la nécessité de conduire une enquête minutieuse sur l'agriculture pour établir des données de référence fiables sur la production végétale.

Les conditions de croissance des cultures ont dans l'ensemble été bonnes en 2010. Les pluies ont démarré à temps, en avril/mai, un peu partout et les niveaux des précipitations ont été normaux ou supérieurs à la normale et généralement bien distribués dans la plupart des régions du Sud-Soudan. Des vagues de sécheresse localisées d'une durée de deux à quatre semaines ont été enregistrées dans les États du Haut Nil, de l'Unité, de Warrap et de Jonglei. En août et en septembre, des crues localisées ont inondé les cultures et les habitats dans les États de l'Unité, du Haut Nil, de Jonglei, de Warrap et des Lacs.

L'insécurité demeure l'un des principaux facteurs qui ont eu une incidence négative sur la production végétale en 2010. Les élections générales conduites en avril 2010 et les préparatifs du référendum du

9 janvier 2011 sur l'auto-détermination n'ont pas suscité de préoccupations majeures pour la sécurité. Toutefois, la poursuite des activités des rebelles, les conflits tribaux armés et la persistance des tensions concernant la démarcation des frontières ont perturbé les activités d'agriculture et d'élevage.

On estime que la superficie de céréales récoltée a augmenté de 8 pour cent par rapport à l'an dernier, puisqu'elle est évaluée à 921 000 hectares en 2010, contre environ 852 000 hectares en 2009. Le rendement céréalier moyen est estimé à 0,95 tonne/ha, ce qui représente une hausse de 16 pour cent par rapport à 2009, où il était de 0,82 tonne/ha. La production céréalière nette, après déduction des pertes après récolte et des semences utilisées, aurait progressé de 28,5 pour cent par rapport au chiffre révisé après récolte de l'an dernier, puisque son volume est passé de 541 000 tonnes en 2009 à 695 000 tonnes en 2010.

Compte tenu des incertitudes liées au référendum à venir, on prévoit une baisse sensible des approvisionnements en céréales provenant du Nord-Soudan, mais aussi dans une moindre mesure d'Ouganda et du Kenya. Les stocks céréaliers sont déjà en recul dans certaines zones frontalières et la baisse de l'offre se traduira par une hausse des prix. En outre, un grand nombre de personnes devraient rentrer au Sud-Soudan pour participer au référendum. Environ 400 000 personnes réfugiées dans le Nord-Soudan se sont déjà inscrites et vont revenir pour voter. Ces rapatriés exerceront une pression accrue sur les disponibilités locales des marchés alimentaires.

La population projetée pour 2011 étant de 9,16 millions de personnes, le déficit céréalier total est estimé à 291 000 tonnes pour 2011. Toutefois, sachant que l'on prévoit le retour de 400 000 personnes, venant principalement du Nord-Soudan, pour le référendum sur l'auto-détermination du Sud-Soudan, et qu'il faut environ 12 000 tonnes de céréales pour 100 000 rapatriés, le déficit estimé pourrait passer à 339 000 tonnes.

La situation de la sécurité alimentaire s'est nettement améliorée par rapport à l'année précédente. Toutefois, d'après les estimations, 890 000 personnes (soit 9,7 pour cent de la population totale) sont actuellement en situation d'insécurité alimentaire grave et 2,4 millions d'autres personnes (soit 26 pour cent) sont en situation d'insécurité alimentaire modérée. À titre de comparaison, l'an dernier, ces deux catégories représentaient respectivement 21 pour cent et 32 pour cent de la population totale. Cette année, les principales causes de l'insécurité alimentaire sont les inondations, les troubles civils, et les prix élevés des denrées. Les cinq états les plus mal lotis sont Equatoria oriental, Warrap, Bahr el Ghazal Nord, les Lacs et Jonglei.

La tendance positive générale transparaît dans la croissance de la consommation alimentaire, la consommation accrue d'aliments provenant de la production personnelle, la réduction de la part des dépenses alimentaires, la dépendance accrue à l'égard de sources de revenu fiables et durables et le recul des stratégies d'adaptation négatives, telles que la réduction du nombre de repas et les ventes forcées de bétail. Toutefois, malgré cette tendance positive, près d'un ménage sur deux continue d'avoir un régime alimentaire peu diversifié et pauvre en calories.

Les perspectives futures dépendent dans une large mesure du déroulement du référendum et de la période post-référendum. Les gains récents pourraient être facilement inversés compte tenu de plusieurs facteurs de risque: hausse des prix alimentaires due à une réduction des flux commerciaux et à la demande accrue des réfugiés rentrant dans la région, escalade éventuelle des conflits localisés dans les zones frontalières, et regain potentiel des tensions ethniques et intertribales. Les états limitrophes du Nord-Soudan sont les plus vulnérables.

Dans la meilleure des hypothèses (scénario optimiste), la Mission a estimé les besoins d'aide alimentaire à 86 000 tonnes de vivres (dont 66 000 tonnes de céréales) pour venir en aide à un effectif mensuel moyen de 816 000 bénéficiaires, alors qu'en cas de crise, ces besoins seraient de 132 000 tonnes de vivres (dont 102 000 tonnes de céréales) et l'effectif mensuel moyen serait de 1,14 millions de bénéficiaires. Le nombre de bénéficiaires devrait augmenter progressivement pendant l'année et culminer en avril/mai au début de la saison de soudure, à environ 1,4 millions de bénéficiaires dans le scénario optimiste, ou 2,7 millions de bénéficiaires dans le scénario de crise. Une assistance sera fournie en particulier aux ménages ruraux en situation d'insécurité alimentaire grave, aux enfants vulnérables, aux personnes déplacées à l'intérieur du pays, aux réfugiés et aux rapatriés. Dans le scénario de crise, les ménages en situation d'insécurité alimentaire modérée vivant dans les états limitrophes du Nord-Soudan, seront également ciblés.

Le présent rapport a été établi par Raphy Favre et Mario Zappacosta pour la FAO et Claudia Ah Poe (WFP) pour le PAM, sous la responsabilité des secrétariats de la FAO et du PAM à partir d'informations officielles et officieuses. La situation pouvant évoluer rapidement, prière de s'adresser aux soussignés pour un complément d'informations le cas échéant.

*Shukri Ahmed
Économiste principal, EST/SMIAR
Télécopie : 0039-06-5705-4495
Mél: giews1@fao.org*

*Amer Daudi.....
Directeur régional et Représentant de pays, PAM, Soudan
Télécopie: 00249 83 248003.....
Mél: Amer.Daudi@WFP.org*

Veillez noter que le présent rapport spécial peut être obtenu sur l'Internet dans le site Web de la FAO aux adresses URL ci-après: www.fao.org <http://www.fao.org/giews/> et <http://www.wfp.org/food-security/reports/CFSAM>

Les alertes spéciales et les rapports spéciaux peuvent aussi être reçus automatiquement par courrier électronique dès leur publication, en souscrivant à la liste de distribution du SMIAR. À cette fin, veuillez envoyer un courrier électronique à la liste électronique de la FAO à l'adresse suivante : mailserv@mailserv.fao.org sans remplir la rubrique sujet, avec le message ci-après :

subscribe SMIARAlertes-L

Pour être rayé de la liste, envoyer le message :

unsubscribe SMIARAlertes-L

Veillez noter qu'il est maintenant possible de souscrire à des listes de distribution régionales pour recevoir les alertes spéciales et les rapports spéciaux de certaines régions uniquement : Afrique, Asie, Europe ou Amérique latine (SMIARAlertesAfrique-L, SMIARAlertesAsie-L, SMIARAlertesEurope-L et SMIARAlertesAL-L). Pour souscrire à ces listes, veuillez procéder de la même façon que pour la liste de distribution au niveau mondial.